

Mercredi 13 Décembre 2017 - n°157

Rendez-vous de l'intelligence locale - Faire de la Silver économie une opportunité pour les Villes de France

Rendez-vous de l'intelligence locale - Les territoires face au vieillissement démographique

Rendez-vous de l'intelligence locale - Faire de la silver économie un enjeu local de croissance économique

Rendez-vous de l'intelligence locale - Les propositions de Villes de France

Santé - « 7 territoires, 7 clés pour booster le bien-vieillir des seniors en ville »

Institutions - Grande consultation en cours de l'Agence française anticorruption sur la prévention des atteintes à la probité dans les collectivités

Numérique - Salon AP Connect, du numérique dans les administrations

Agenda

RENDEZ-VOUS DE L'INTELLIGENCE LOCALE



Faire de la Silver économie une opportunité pour les Villes de France

C'est sur le thème de la "Silver économie", et de l'enjeu qu'elle représente pour l'avenir des territoires des *Villes de France*, que Caroline Cayeux a le plaisir d'ouvrir ces Rendez-vous de l'Intelligence locale, qui se sont tenus à Paris, le jeudi 7 décembre 2017. Après avoir salué, Michèle Delaunay, ancienne ministre déléguée aux Personnes âgées et à l'Autonomie, la présidente de *Villes de France*, remercie également Elisa Vall, directrice du département « appui aux

territoires » de la CDC, sans qui l'organisation de cet événement n'aurait pas été possible.

S'approprier la transition démographique

« La transition démographique des territoires des Villes de France est en effet une question importante, parce qu'elle se conjugue au présent comme au futur, et qu'elle est une réalité quotidienne qui ne cesse de caractériser nos territoires ».

Projet de société, « l'adaptation de la société au vieillissement doit permettre à chacun de vivre sa vieillesse dans un logement adapté, entouré de technologies lui permettant de faciliter sa vie au quotidien, dans un quartier où il continue à entretenir des liens sociaux forts, dans une ville accessible, où il peut se déplacer et profiter d'un certain nombre de services ».

Cette transition démographique est finalement pour la présidente de *Villes de France* « un défi qui nous oblige à réfléchir et à inventer de nouvelles réponses, de nouveaux modes de vie, de gouvernance, de soins et d'attentions ». Et dans ce débat, « les élus des Villes de France ont les moyens de faire bouger les lignes, de faire de l'avancée en âge une chance. Une chance pour les personnes âgées, mais également une chance pour notre économie et pour la compétitivité de nos territoires ».

La Silver économie constitue assurément une opportunité pour développer une industrie d'anticipation et, bien sûr, créer des emplois. En conjuguant intelligence sociale et intelligence technologique, la Silver économie doit être une manière de répondre au défi que constitue le vieillissement démographique. Et de part leur nature, les *Villes de France* constituent le terreau de ce que pourrait être, demain, l'écosystème de la silver économie.

Rester le plus longtemps autonome, chez soi

Invitée pour sa contribution à l'émergence de la filière de la silver économie en France, comme politique publique à part entière, Michèle Delaunay, ancienne ministre, est intervenue en tant que grand témoin, lors de l'ouverture de ces Rendez-vous de l'intelligence locale.

Elle souligne d'abord toute l'importance de la sémantique utilisée pour qualifier « l'avancée en âge » de la population hexagonale, et regrette l'emploi du terme « papy boom » qu'elle estime trop péjoratif.

Elle précise d'ailleurs avoir réussi à faire évoluer l'intitulé de son portefeuille ministériel en 2012 (ministère délégué aux personnes âgées et à l'autonomie), mais avoue qu'elle aurait aimé un terme comme « *ministère de la transition démographique* », car il s'agit d'un sujet d'une modernité considérable.

Pour Michèle Delaunay, la question du « *grand âge* » est évidemment une question territoriale : elle donne du sens, permet d'avoir un regard différent sur l'économie et sur les relations entre générations. La Silver économie est finalement une économie de la confiance, et sur ce sujet, l'ancienne ministre souligne l'intérêt de faire évoluer davantage le secteur des labels, dont pourraient bénéficier les consommateurs les plus âgés.

Si bien vivre se résume à l'idée de rester le plus longtemps possible, chez soi et en bonne santé, en interaction continue avec la société, Michèle Delaunay insiste sur l'anticipation nécessaire des besoins d'un secteur qui ne connaît pas la crise. D'après la DARES, pas moins de 300 000 emplois devront être pourvus d'ici à 2020 en matière

de services à la personne, ce qui illustre l'importance des besoins. Michèle Delaunay remercie la présidente et Villes de France de son initiative, et indique que « les villes petites et moyennes sont finalement les collectivités les mieux appropriées à ce réseau d'une Silver économie bien comprise ».

RENDEZ-VOUS DE L'INTELLIGENCE LOCALE



Les territoires face au vieillissement démographique

Ces rendez-vous de l'intelligence locale ont débuté avec une table ronde consacrée aux politiques des territoires permettant leur adaptation au vieillissement démographique. L'entrée des "baby-boomers" dans le troisième âge et l'accroissement de l'espérance de vie mettent en jeu un nouveau défi sociétal avec pour les villes et intercommunalités des mesures à prendre en lien avec la santé, l'habitat ou encore l'accessibilité. L'animateur Jean Dumonteil a interrogé les intervenants sur les actions menées localement et sur les enjeux du

vieillesse pour les villes et intercommunalités.

Transmettre les savoir-faire, renforcer la reconnaissance

Pierre Méhaignerie, ancien ministre, maire de Vitré, président de Vitré Communauté, a rappelé que le vieillissement est aussi une opportunité, il rapporte par ailleurs le besoin de considération propre à l'être humain. Sa collectivité a coopéré avec l'association « L'outil en main » qui permet à des personnes âgées de 60 à 75 ans d'enseigner des savoir-faire manuels à des jeunes de 9 à 14 ans, le dispositif mobilise localement 160 personnes. Selon le maire de Vitré, « le sentiment d'utilité sociale est essentiel pour le bien-vivre ensemble. Pour la quasi-totalité des jeunes, il n'y a aucun décrochage scolaire. L'enjeu est la transmission des savoirs et des savoir-faire ». Pierre Méhaignerie souhaite développer le projet au monde industriel avec quatre entreprises impliquées et à l'aide aux devoirs ainsi qu'à l'apprentissage des langues. Dans le cadre d'une exposition, 70 jeunes parlent de leur expérience avec « L'outil en main ». Pierre Méhaignerie affirme que « le vieillissement est un service rendu à la collectivité. Le dispositif est bon pour les seniors et leur santé, et utile pour les jeunes ». Il évoque l'importance « de montrer à l'opinion publique les services que peuvent apporter les seniors d'une part pour s'occuper des enfants et d'autre part pour la vitalité des associations avec 70% des bénévoles qui sont des seniors ». Vitré mène de nombreuses politiques destinées aux seniors notamment des ateliers numériques, des systèmes de colocation et de lutte contre les chutes.

Donner la parole aux seniors, faire vivre la démocratie

Thomas Dubeout, adjoint au maire de Saint-Quentin, a présenté le projet mis en place 2014 pour promouvoir davantage de démocratie locale. 12 instances consultatives ont été créées dont le Conseil des seniors. Selon lui, « les seniors disposent de beaucoup de temps libre ce qui permet des réflexions de fond et la révision de politiques qui leur sont destinées ». Saint-Quentin a par ailleurs adhéré au Réseau francophone des Villes Amies des Aînés et révisé 8 thématiques liées aux seniors. La ville a permis la fédération des entités destinées aux seniors qu'elles soient privées ou associatives. Le conseil est composé de 25 personnes, 20 ont été tirés au sort sur plusieurs centaines de candidatures et 5 personnes qualifiées ont été désignées. Sous diverses formes, le conseil se réunit toutes les semaines. Des rencontres avec les services techniques et les élus renforcent la technicité des élus. Enfin dans le cadre de l'opération « Viens, je t'emmène », pendant une semaine, des actions sont prévues tous les jours pour accompagner les seniors isolés, cette opération est montée par le Conseil des seniors. Par exemple, une action menée avec le réseau des bus consiste en la visite de la ville en bus avec des jeunes du Conseil des jeunes comme guides. Une autre action phare menée par la ville tout au long de l'année est le covoiturage culturel, les personnes véhiculées allant au spectacle renseignent leur accord pour faire du covoiturage avec des seniors et les seniors intéressés trouvent ainsi un moyen de déplacement pour la soirée.

Attractivité de la ville, développer le sport-santé

Marie-Hélène Thoraval, maire de Romans-sur-Isère, a également rejoint le réseau des Villes Amies des Aînés, un diagnostic a été mené, aboutissant à des préconisations. Vis-à-vis de la Silver économie, l'élue a une approche « marché » et souhaite renforcer l'attractivité de la ville sur ce segment. Elle affirme que « plus on avance dans la perte d'autonomie, plus cela revient à la collectivité et que moins il y a perte d'autonomie, plus cela revient au privé ». Autour des enjeux du bien-vieillir et du mieux-vivre, la collectivité se concentre sur l'activité physique et a mis en place un dispositif de sport sur ordonnance, avec l'idée de limiter les pathologies via les activités physiques. Pour Marie-Hélène Thoraval, « la Silver économie est intergénérationnelle ». Par ailleurs, en termes de parcours immobilier, « beaucoup de seniors reviennent en centre-ville pour la proximité des commerces et des services. Les seniors ont du temps pour se promener, consommer et utiliser les services. Leur pouvoir d'achat est bien supérieur aux actifs du centre-ville qui sont souvent précaires, par rapport à ceux situés en périphérie ». La ville œuvre à l'adaptation des logements et à l'accessibilité des bâtiments, les problèmes ne sont pas toujours les mêmes que pour les handicapés. Marie-Hélène Thoraval rappelle qu'« il y a beaucoup d'isolement, certains seniors n'ont que la collectivité d'où l'importance de la bienveillance, de l'écoute et de l'organisation ». Par ailleurs, fait surprenant, la ville enregistre des attentes fortes des seniors sur la connexion en termes de débit et de matériels mis à disposition.

Les 3 R : relation, réalisation, reconnaissance

Hervé Sauzay, ancien directeur de "Notre Temps" et fondateur de l'Institut Français des Seniors, rappelle que l'âge fixé pour les seniors est souvent à 50 ans ou à deux principaux événements de vie : la retraite et les couples dont les enfants ont quitté le foyer familial. En termes de chômage des seniors, la France est mauvaise élève, elle est avant-dernière en Europe. Les seniors retraités actifs de 60 à 75 ans ont deux activités principales : la famille et le bénévolat. Un tiers des retraités fait du bénévolat. La moitié des femmes de plus de 70 ans vit seule. L'enjeu de

l'isolement est souvent celui de la mobilité. Pour Hervé Sauzay, « *les grands besoins des seniors se retrouvent dans les 3 R : relation, réalisation, reconnaissance* ». « *Relation* » implique le lien social et les informations que fournit la collectivité, « *réalisation* » implique le sentiment d'être utile, la transmission de connaissances, la ville devant proposer des occasions de se mettre en projet, « *reconnaissance* » implique d'être reconnu comme une personne comme les autres et non comme un « *senior* ». D'ailleurs 60% des personnes ayant la possibilité d'être titulaire de la carte SNCF seniors ne l'ont pas, le terme « *seniors* » a en effet une connotation négative pour les personnes âgées. La transmission de connaissances aux jeunes générations, la colocation intergénérationnelle, le tutorat croisé sont aussi de bonnes politiques pour une ville tandis que les seniors apprécient d'être consultés sur les politiques les concernant.

Cette séquence s'est achevée par une vidéo d'une interview de Delphine Mallet, directrice des services de la Silver Economie du Groupe La Poste.

RENDEZ-VOUS DE L'INTELLIGENCE LOCALE



Faire de la silver économie un enjeu local de croissance économique

L'animateur Jean Dumonteil a ensuite introduit la seconde table-ronde sur la silver économie perçue comme un enjeu de croissance économique. Au-delà de l'adaptation du bloc local au vieillissement, se développe l'idée que les seniors sont aussi moteurs d'une croissance économique locale et d'une solidarité riche de transmissions de connaissance.

Adapter le logement, la première priorité

Philippe Baumel, président de l'agence d'urbanisme Sud Bourgogne, a souligné que le territoire d'action, « *à la fois urbain et rural* » de l'agence d'urbanisme Sud Bourgogne, « *couvre notamment la Communauté urbaine Le Creusot - Montceau-les-Mines, la Communauté d'agglomération Le Grand Chalon et la Communauté de communes Sud Côte Chalonnaise* ». Il a ciblé le « *problème prioritaire de l'adaptation du logement, puisque ce territoire est supérieur à la moyenne nationale en nombre de personnes âgées par rapport à la population totale* ». Il a évoqué les partenariats avec le milieu du bâtiment, et l'animation d'une « *maison témoin* » pour apporter des réponses possibles aux enjeux, et ne surtout pas réduire la question de personnes âgées aux seules maisons de retraites. L'adaptation du logement lui semble primordiale, notamment en vue du maintien des personnes à domicile le plus longtemps possible. Il a exposé la solution de l'initiative « *Vacance Répit Famille* » (concept pour soulager les aidants familiaux), ainsi que les solutions liées au cluster domotique. Sur ce dernier volet, il a souligné « *l'importance du lien avec la recherche, dont le Laboratoire Électronique, Informatique et Image (LE2I) de l'Université de Bourgogne* ». Il s'est attaché enfin à exposer la relation entre les collectivités territoriales et la SNCF pour adapter l'offre horaire des TER aux besoins des « *seniors* ».

Développer des emplois non délocalisables

Valérie Egloff, conseillère régionale de Normandie, a rappelé pour sa part que la région Basse-Normandie avait été pionnière en matière de Silver économie, et elle avait d'ailleurs été « *labellisée comme telle par Michèle Delaunay quand elle était au Gouvernement* ». Ce choix avait clairement une visée économique et il est repris par la grande région aujourd'hui. Elle a évoqué la création du premier « *Institut des services à la personne lancé à Alençon* ». La région a beaucoup œuvré avec les bailleurs sociaux pour réfléchir aux concepts de « *maison domotique* ». Elle est longuement revenue sur le volet logement de la Silver économie. Elle a plaidé pour une « *meilleure prise en compte de l'adaptation au vieillissement dans les formations des métiers du bâtiment et au cours de l'apprentissage des jeunes professionnels* ». « *La rénovation énergétique doit être mieux articulée avec la Silver économie, car ce sont des milliers d'emplois non délocalisables !* » a-t-elle souligné. La complémentarité « *entre la réflexion des cinq départements normands sur la dépendance et la mission de la région sur ce secteur économique* » lui a semblé être l'un des facteurs de la réussite. Un « *Silver Day Normandie* » s'est avéré en particulier un succès avec plusieurs centaines de participants, « *allant de la start-up aux grandes entreprises nationales, dont Orange* ». La Région s'est aussi attachée à « *promouvoir des relations avec les couturiers et les designers* » pour adapter les vêtements et le logement aux nouveaux besoins, rappelant l'adage « *on travaille avec les personnes âgées et non pour les personnes âgées* ».

« Faire de cette économie, celle de la confiance »

Sébastien Podevyn, directeur général de France Silver Eco, a parlé de la « *nécessité de faire de cette économie, celle de la confiance* ». Il a souligné les « *trois enjeux culturel, économique et politique* » du sujet. L'enjeu culturel « *réside dans la transformation de la société et dans la perception d'une chance de se saisir de ce capital en devenir* », car « *il faut développer le capital sénior* ». Le second défi est économique, car tout évitant de « *faire des rayons seniors dans les magasins qui ne marcheront pas, il reste la nécessité d'adapter les produits au vieillissement* ». Quant « *aux défis politiques* », il a estimé important de mieux coordonner « *la région, le département, l'EPCI et la commune* », en décloisonnant le plus possible. « *Il faut mettre tout le monde autour de la table* », comme l'association le fait avec son « *comité de silver région* ». Il a aussi déploré le « *cloisonnement des administrations centrales de l'Etat comme des ministères, sur un sujet aussi transversal* ». A la fin de son intervention, il a abordé un sujet complémentaire, lui tenant particulièrement à cœur, celui de la place de la formation professionnelle et de la formation des jeunes en général sur ces aspects.

Développer les plateformes locales d'adaptation

Dominique Monneron (en charge du projet « adaptation des territoires au vieillissement » à la Direction du Réseau et des Territoires de la CDC) a exprimé « sa conviction très forte de travailler le problème en priorité au niveau des intercommunalités et des communes ». Aussi, le Groupe CDC appréhende ce sujet de l'adaptation aux territoires au vieillissement sur de nombreuses priorités. Il faudra « mieux détecter les lieux où ces personnes âgées habitent », car selon lui, « la question de l'adaptation des résidences pavillonnaires des seniors est primordiale ». « La silver économie doit être dissociée de la question de la dépendance, car cette dernière ne concerne qu'un senior sur cinq seulement » a-t-il rappelé. « La clef de la réussite réside dans l'adaptation des logements », et cela « peut atteindre 15 000 euros de travaux en moyenne ». Mais, il a estimé que « l'on reste encore trop dans une approche fondée sur l'aide sociale, comme par exemple les programmes de l'ANAH aux plus défavorisés », car « les personnes âgées ne savent pas à qui s'adresser et quoi demander comme aide ». La Caisse des Dépôts « préconise le développement des plateformes locales de l'adaptation des logements, en lien avec la performance énergétique ». En marge des EHPAD (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), des « résidences services seniors » ont vocation à être davantage développées. À côté des logements-foyers construits dans les années 1960-1970 pour répondre à une demande urgente de logement des personnes âgées, devenues depuis résidences autonomie, le développement d'une offre de résidences avec services, qui s'adressent à une population de retraités autonome, a vocation à se consolider.

RENDEZ-VOUS DE L'INTELLIGENCE LOCALE



Les propositions de Villes de France

La présidente de Villes de France a présenté en conclusion de cette édition des Rendez-vous de l'intelligence locale, les principales propositions pour accompagner les évolutions démographiques, économiques et sociétales issues du vieillissement de la population, qui sont présentées dans le Manifeste de Villes de France :

Promouvoir efficacement la filière de la Silver économie

- Mettre en place des baromètres régionaux de la Silver économie présentant des données économiques et des tendances sur les stratégies d'innovation mises en œuvre par les entreprises ;
- Nouer, au niveau infrarégional, des partenariats avec l'Insee pour localiser, quantifier et estimer l'ampleur des phénomènes de vieillissement, à une échelle départementale et intercommunale ;
- Au niveau institutionnel, encourager les TPE et PME à s'adapter à la nouvelle donne économique liée au vieillissement ;
- Promouvoir les innovations au service de la longévité.

Rendre le logement plus attractif

- Instaurer un guichet unique de renseignements sur les adaptations des logements pour les seniors et les personnes à mobilité réduite ;
- Créer une banque de données des logements adaptés pour les proposer prioritairement aux personnes âgées ;
- Créer un label certifiant les artisans ayant suivi une formation spécifique à l'adaptation des logements et qui se sont engagés dans le respect d'une charte.

Conforter les usages du numérique

- Développer la médiation numérique à destination des seniors ;
- Profiter des opportunités du numérique en termes de lien social, notamment intergénérationnel ;
- Soutenir la recherche et le développement pour la domotique et contribuer au financement de ces équipements pour les seniors ;
- Simplifier le cadre réglementaire de l'innovation en santé pour permettre le développement des objets connectés et des applications mobiles de santé, ainsi que le développement des cabines de télé médecine connectées et les structures de téléconsultation et télésurveillance médicales.

Mieux répondre aux besoins en matière de santé

- Renforcer la question de la prise en compte de la pluralité des besoins des personnes âgées dans la formation des professionnels du secteur médical et paramédical ;
- Mettre en place une évaluation des établissements médico-sociaux pour prendre davantage en compte les besoins des personnes dépendantes.

Adapter l'offre de mobilité

- Augmenter les dispositifs d'incitation fiscale pour tous les travaux de mises aux normes d'accessibilité dans les logements privés ;
- Renforcer la fidélisation des seniors dans les réseaux de transports publics par le développement d'une offre adaptée : par exemple, développer les solutions de transports à la demande entre les « logements collectifs seniors » et les points de services et d'équipements dans les centres villes.
- Favoriser les circuits de déplacements de ces publics entre les différents réseaux de transports à travers le développement d'offres combinées.

SANTÉ



« 7 territoires, 7 clés pour booster le bien-vieillir des seniors en ville »

Villes de France et Vivons en Forme ont publié conjointement ce petit cahier à l'occasion des Rendez-vous de l'intelligence locale du 7 décembre 2017 consacrés à la Silver Economie. Ce document d'une vingtaine de pages reprend les conseils essentiels pour améliorer les politiques dédiées au bien-vivre des seniors. Suivent des témoignages de villes engagées dans des démarches santé, lutte contre l'isolement, solidarité intergénérationnelle et transmission de

connaissance. Arras, Beauvais, Bioule, Guéret, Royan, Saint-Quentin, Vitré... autant de territoires aux belles initiatives ! La qualité de vie des seniors dans le territoire : un défi à relever !

[Lire la publication](#)

INSTITUTIONS



Grande consultation en cours de l'Agence française anticorruption sur la prévention des atteintes à la probité dans les collectivités

L'Agence française anticorruption (AFA) est un service à compétence nationale placé auprès des ministres de la Justice et du Budget, qui a pour mission d'aider les personnes, morales ou physiques, qui y sont confrontées à prévenir et à détecter les atteintes à la probité (faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics et de favoritisme). Créée par la loi du 9 décembre 2016, l'Agence française anticorruption vise ainsi à renforcer l'intégrité et la probité dans la vie économique et les administrations publiques. L'AFA remplace le service central de prévention de la corruption (SCPC), et souhaite travailler plus étroitement sur la prévention des atteintes à la probité dans la sphère publique, après une phase de consultations en cours.

Les collectivités territoriales consultées

L'Agence française anticorruption a lancé cet automne une consultation publique sur ses projets de recommandations anticorruption. Afin de préparer la diffusion de cette consultation nationale, l'association *Villes de France* a été notamment reçue le 16 novembre 2017 par M. Renaud Jaune, sous-directeur du Conseil, de l'Analyse stratégique et des relations internationales de l'Agence Française anticorruption (AFA), et par M. Pierre Berthet, chef de section « *Secteur public local* » du Département du conseil aux acteurs publics de l'AFA. Toutes les collectivités locales et leurs établissements publics sont ainsi invités à porter à la connaissance de l'Agence leurs propositions afin de bâtir des recommandations adaptées à la nature des risques et à l'environnement professionnel des acteurs.

Nouvelle vague de consultation en cours

L'Agence française anticorruption a publié, en novembre dernier, une seconde vague des projets de recommandations sur la prévention et la détection des manquements au devoir de probité (corruption, trafic d'influence, concussion, prise illégale d'intérêt, détournement de fonds publics et favoritisme). Il est encore possible de participer à cette consultation jusqu'au 16 décembre, en réagissant à l'ensemble des documents suivants (à télécharger) :

- [la présentation des recommandations](#) ;
- [l'élaboration d'une cartographie des risques](#) ;
- [la mise en place d'un code de conduite anticorruption](#) ;
- [la mise en place d'un dispositif d'alerte interne](#) ;
- [la procédure d'évaluation des tiers](#) ;
- [les procédures de contrôles comptables, outils de prévention et de détection de la corruption](#) ;
- [le dispositif de formation aux risques de corruption](#) ;
- [le dispositif de contrôle et d'évaluation interne](#) ;
- [l'engagement de l'instance dirigeante dans la prévention et la détection de faits de corruption](#) ;
- [les précisions à l'attention des acteurs publics](#) ;
- [les précisions à l'attention des acteurs disposant de faibles ressources](#).

Préparation d'un avis publié au Journal officiel

L'ensemble des recommandations fera l'objet d'un avis au Journal officiel et sera mis en ligne sur le site de l'Agence française anticorruption d'ici à la fin de l'année. Compte tenu des enjeux portés pour les acteurs publics par le référentiel anticorruption français ainsi constitué, l'agence reste à la disposition des collectivités territoriales pour recevoir toute remarque à l'adresse indiquée : [\[email protected\]](#).

NUMÉRIQUE



LE SALON PROFESSIONNEL DE LA TRANSITION
NUMÉRIQUE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Salon AP Connect, du numérique dans les administrations

Les 7 et 8 février 2018, l'Espace Champerret accueille AP Connect, le salon professionnel de la transition numérique des administrations publiques. Organisé en partenariat avec plusieurs associations d'élus dont *Villes de France* et le SGMAP, l'événement s'articulera autour d'un espace d'exposition, d'un cycle de conférences, d'un cycle d'Agoras et de 3 villages thématiques (Start-up, Conseil/Formation, GIP/Syndicat Mixte). Les conférences seront axées sur la

prospective et la stratégie et seront animés par Anicet MBIDA, Journaliste Europe 1. Pilotage territorial, nouveaux métiers, impacts organisationnels, villes intelligentes, données seront passés au crible lors de ces échanges.

Voir [le site](#) et [le communiqué de presse](#)

AGENDA

- **14 décembre 2017** - Paris - Journée d'étude La Gazette et le Courrier des Maires : "*Redynamisation des centres-villes et centres-bourgs*", *Villes de France* partenaire
[En savoir plus](#)
- **24 janvier 2018** - Paris - Conseil d'Administration de *Villes de France*, suivie de la cérémonie des voeux
- **7 et 8 février 2018** - Paris - Espace Champerret, Salon AP Connect (solution IT pour les administrations publiques), *Villes de France* partenaire
[Voir le site](#)
- **8 février 2018** - Paris - Journée d'étude Europe avec un groupe de travail commun *Villes de France-APVF* (réservé aux élus adhérents)

Edité par Villes de France
94 rue de Sèvres - 75007 Paris
Tél. : 01 45 44 99 61
<http://www.villesdefrance.fr>
© O.U. © Fotolia

Directeur de la publication
Gil Avérous
Directeur délégué
Jean-François Debat

Rédacteur en chef
Guillaume Ségala
Rédaction
Armand Pinoteau, Margaux Beau, Arthur
Urban, Anaëlle Chouillard
Secrétariat
Anissa Ghaidi